

**Climat - La France et la Suède  
unissent leurs efforts pour une mise  
en oeuvre rapide de l'Accord de  
Paris - Communiqué du ministère  
de la transition écologique et  
solidaire**

(Paris, 20 octobre 2017)

La vice-Première ministre suédoise Isabella Lövin et la secrétaire d'État française Brune Poirson se sont rencontrées aujourd'hui à Stockholm pour convenir d'efforts conjoints permettant d'accélérer la mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat. La rencontre s'est tenue une semaine après l'accord européen sur les objectifs climat des États membres et juste après la clôture de la réunion pré-COP aux Iles Fidji, en préparation des négociations climatiques globales à venir.

Cette rencontre s'est également tenue dans le cadre de la préparation du partenariat stratégique franco-suédois sur l'innovation verte qui doit être lancé par le président Emmanuel Macron et par le Premier ministre Stefan Löfven le 17 novembre prochain à Göteborg et du Sommet climat qui se tiendra à Paris le 12 décembre.

La France et la Suède s'accordent sur le besoin urgent de mettre en oeuvre l'Accord de Paris. L'importance de la rencontre GIEC de la semaine prochaine dont le but est d'apporter un étayement scientifique aux objectifs climats de l'Accord de Paris a été soulignée.

Les études scientifiques démontrent que la stabilité des écosystèmes est toujours en péril. Les États, régions, villes et entreprises doivent désormais intensifier leurs actions pour aller au-delà de leurs engagements sur l'Accord de Paris. «Sans quoi nous allons échouer dans notre objectif conjoint de limitation du réchauffement climatique à moins de 2 degrés et dans nos efforts pour rester sous les 1,5 degrés», affirment Isabella Lövin et Brune Poirson.

La France et la Suède se sont accordées pour travailler plus étroitement pour trouver des manières de renforcer le leadership de l'Union européenne sur le climat. Pour cela, les deux États envisagent de développer un dialogue permanent dans le cadre du Green Growth Group ou GGG (groupe pour la croissance verte - un bloc composé de 16 pays au sein de l'UE).

Les deux pays se sont accordés sur la nécessité pour l'UE d'être prête à élever son ambition sur le climat, en conjonction avec les échanges internationaux prévus en 2018.

Dans ce cadre du GGG, la France et la Suède souhaitent également travailler pour assurer que le budget européen post-2020 (cadre financier pluriannuel) soit en phase avec les objectifs de température de l'Accord de Paris.

Les deux ministres se sont notamment accordés sur le fait que dans les décennies à venir il serait de la plus haute importance pour l'UE de faire décroître les émissions des véhicules. La France et la Suède vont coopérer avec l'objectif d'accélérer l'action et les politiques au sein de l'UE pour développer une réelle politique industrielle européenne, de manière à développer la compétitivité dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier des batteries électriques et des bio fuels de seconde génération. Dans le même temps, elles ont décidé de coordonner leurs positions concernant l'ambition de stopper la déforestation importée d'ici 2020.

La proposition de la Commission européenne sur les nouveaux standards de CO2 émis par les voitures doit être très ambitieuse et inclure des objectifs clairs pour 2025 ainsi que des objectifs indicatifs pour le long-terme, à échéance 2030, visant à poursuivre la transition vers les véhicules zéro émission. La transition vers le transport électrique doit également être accélérée.

En vue du sommet de Paris sur le climat fixé pour le 12 décembre, elles ont convenu de coordonner leurs actions sur la finance verte pour accélérer les initiatives prises au niveau européen pour réorienter les flux financiers vers une économie à faible émission carbone, mesurer et réduire l'emprunte carbone et améliorer les critères pour développer des obligations vertes. Enfin, elles ont convenu de partager les bonnes pratiques en termes de financement de bâtiments énergétiquement efficaces, en adaptant et en développant les outils financiers européens communs dans le secteur.

Isabella Lövin et Brune Poirson ont toutes deux déclaré que ces mesures n'étaient pas seulement dans l'intérêt de la protection des citoyens de l'Union européenne contre le risque climatique, mais qu'elles étaient également favorables à la compétitivité de l'Europe, qui aujourd'hui ne sait pas tirer profit de toutes les opportunités de l'économie verte./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)